



2^e CONGRÈS MONDIAL

Vancouver, du 21 au 25 juin 2010

RÉSOLUTION

LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE À TRAVERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET UNE TRANSITION JUSTE

1. Le Congrès reconnaît que les multiples crises qui frappent le monde – énergétique, de l'alimentation, de l'emploi et du climat – ont pour origine commune un modèle injuste du point de vue social, insoutenable du point de vue environnemental et inefficace d'un point de vue économique, incapable de fournir du travail décent et une vie décente à des millions de personnes. Ce modèle rend la création de la richesse dépendante de la détérioration de l'environnement, et génère des inégalités inacceptables. Le réchauffement de la planète continue de s'accélérer; des guerres de l'eau ont déjà éclaté; des sécheresses interminables et la désertification qui avance portent atteinte aux moyens de subsistance de millions de personnes; la fonte rapide des glaciers accroît les inondations dévastatrices en aval dans des régions à forte densité de population; les migrations climatiques, s'entremêlant souvent avec des conflits locaux et régionaux, ne cessent de croître; et les hausses considérables des prix alimentaires et du coût de l'énergie plongent des millions de personnes dans la pauvreté extrême.
2. Le Congrès s'engage à promouvoir une approche intégrée du développement durable passant par une transition équitable qui regroupe le progrès social, la protection de l'environnement et les besoins économiques dans un cadre de gouvernance démocratique, au sein duquel les droits syndicaux et les autres droits humains seront respectés et l'égalité de genre réalisée. La crise mondiale n'est pas une excuse pour retarder un pacte mondial sur les changements climatiques et offre, en réalité, de nouvelles possibilités d'une économie à faibles émissions de carbone et à forte intensité d'emploi. Les crises mondiales démontrent clairement la nécessité d'initiatives cohérentes et ambitieuses pour relever les défis présents et de l'avenir. Elles exigent une transformation profonde des systèmes mondiaux de production et des schémas de consommation afin de pérenniser nos sociétés et nos lieux de travail et de protéger et promouvoir le travail décent pour tous. Les syndicats doivent jouer un rôle central dans cette transformation sans précédent.
3. Le Congrès souligne l'énorme potentiel de création d'emplois verts et de travail décent que présenterait un processus de transition équitable réussi fournissant de nouvelles possibilités d'emplois verts afin d'anticiper les éventuelles pertes de l'activité économique, d'emploi et de revenus dans certains secteurs et régions et de protéger les plus vulnérables dans toute l'économie et dans le monde entier. Il se réjouit de la publication du rapport sur les emplois verts publié par la CSI conjointement avec le PNUE, l'OIT et l'OECD, et appelle à ce que ses principales conclusions soient reprises dans l'élaboration de politiques nationales et internationales, afin que les dimensions sociale et de l'emploi de la lutte contre le changement climatique soient pleinement

abordées, incluant une pleine participation institutionnelle des syndicats à la planification et à la mise en œuvre de mesures de transition équitable sur le lieu de travail, aux niveaux sectoriel, national et international; la sensibilisation des responsables publics et de l'opinion publique en général à l'importance des mesures de transition juste; l'amélioration des compétences, la formation professionnelle et d'autres mesures destinées à réengager les travailleurs qui perdent leur emploi dans tous les secteurs; une protection sociale adéquate; des investissements dans les technologies à faible intensité de carbone; le dialogue social; des politiques industrielles et de recherches coordonnées; et la gouvernance mondiale transparente, démocratique et efficace dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et permettant une gestion efficace des ressources. Le Congrès souligne l'opportunité en matière d'égalité de genre que représente la création des emplois verts en formant et en encourageant des femmes à rentrer dans ce secteur.

4. Le Congrès reconnaît, en outre, l'importance des initiatives prises par les syndicats pour accroître le nombre de membres dans l'économie verte; des projets menés sur les lieux de travail verts pour réduire les émissions et l'utilisation de l'énergie sur le lieu de travail en engageant des membres syndicaux dans le défi du changement climatique; des programmes d'éducation et de formation environnementales menés par les syndicats; et de veiller à ce que les représentants syndicaux de l'environnement sur le lieu de travail aient le droit d'accéder aux informations et aux formations sur les questions environnementales. La négociation collective et les conventions collectives constituent des instruments importants que peuvent utiliser les syndicats pour favoriser une transition juste vers une société à faibles émissions de carbone. Le plein respect des principes énoncés dans les Conventions n°87 et 98 de l'OIT constitue une condition requise pour la participation démocratique des syndicats aux politiques climatiques.

5. La réalité du changement climatique pose un défi immédiat et spectaculaire qui, s'il n'est pas relevé, aura des conséquences désastreuses. Le Congrès appelle à un accord international équitable, ambitieux et contraignant sur le changement climatique et un cadre politique sur une transition juste visant à réduire les gaz à effet de serre et la dépendance envers les combustibles fossiles ainsi qu'à améliorer le niveau de vie de la population, sans mettre en danger la compétitivité des industries ni exercer des pressions excessives sur les budgets des États. Le Congrès appelle par conséquent à une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) nécessaire pour limiter à un maximum de 2°C l'augmentation mondiale de la température, limite au-delà de laquelle les répercussions sur la planète et la vie humaine seront irréversibles. Le Congrès soutient par conséquent vigoureusement le scénario du GIEC visant à réduire les émissions mondiales de GES à 85 % d'ici 2050, et met en exergue la nécessité de cibles intermédiaires pour que cet objectif soit atteint, incluant une réduction correspondante d'au moins 25 % à 40 % dans les pays industrialisés d'ici 2020, par rapport aux émissions de 1990. Le Congrès soutient en outre la collaboration pour atteindre le point culminant d'émissions mondiales et nationales le plus rapidement possible.

6. Le Congrès exhorte tous les gouvernements à respecter la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique et à contribuer pleinement et de manière opportune à la lutte contre le changement climatique par le biais de réductions significatives de leurs émissions de GES. Dans ce contexte, il reconnaît que les pays industrialisés sont responsables de plus de 75 % des GES présents dans l'atmosphère de notre planète et ont tiré profit matériellement d'une filière de développement haute en carbone sans en avoir assumé ses coûts externes. Le changement climatique est principalement la responsabilité des pays développés, bien que malheureusement les

pays en développement adoptent actuellement les mêmes modèles de croissance économique qui nous ont plongés dans cette situation désastreuse. Le Congrès reconnaît en outre qu'en l'absence de mesures d'atténuation, de 50 à 75% de la croissance des émissions de carbone provenant de l'utilisation de l'énergie pour les années 2000-2030 viendra des pays en développement. Par conséquent, les nations développées et en développement ont également la responsabilité d'œuvrer pour obtenir des réductions globales d'émissions des GES dans l'atmosphère. C'est dans ce contexte que nous affirmons notre profonde conviction que le principe des responsabilités communes mais différenciées constitue une réponse appropriée. Le changement climatique est une question qui concerne les travailleurs/euses. Les nations développées doivent prendre l'initiative dans les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, à la fois au travers de réductions conséquentes de leurs propres émissions et par le biais d'un financement adéquat des mesures que les pays en développement doivent prendre, selon le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives. Selon le même principe, les économies émergentes doivent également assumer leurs responsabilités de limiter leur croissance rapide des émissions. Pour garantir l'intégrité d'un accord international sur le climat, il est nécessaire d'établir un système solide et transparent qui évalue, rapporte et vérifie les mesures et les engagements financiers pris par toutes les nations pour réduire les émissions.

7. Le Congrès insiste pour que les 85 milliards US\$ par an de financement public entre 2013 et 2017 que l'ONU estime nécessaires pour l'adaptation par les pays en développement soient rendus disponibles. Le financement public nécessaire devrait être dégagé pour rendre plus vertes les économies et des sources innovatrices de financement devraient être prises en considération. En outre, des mesures doivent être prises afin d'encourager des investissements privés respectueux des normes du travail et des normes de durabilité de l'environnement. Les actions à entreprendre peuvent inclure tant la transformation des secteurs industriels que l'adoption de cibles en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, le recyclage, des mesures contre la déforestation, et le transfert des technologies nécessaires aux pays en développement. La spéculation financière dans l'achat ou la vente d'émissions de CO2 porterait préjudice à un réel et insurmontable besoin de réduire les émissions de carbone et doit dès lors être évitée. Le Congrès considère que les marchés du charbon doivent être réglementés afin d'atteindre efficacement cet objectif.

8. Le Congrès constate avec une vive préoccupation que la dégradation environnementale et le changement climatique ont déjà de graves répercussions sur les moyens de subsistance de millions de travailleuses et de travailleurs et sur la survie d'un grand nombre de communautés. L'on estime que près d'un milliard de personnes se verront obligées de quitter leur domicile d'ici 2050 en raison du changement climatique, de la dégradation environnementale et des conflits qui en résultent, les femmes étant affectées de manière disproportionnée. Les petits États insulaires et côtiers en développement sont confrontés à une situation particulièrement critique qui requiert une solidarité internationale et le Congrès soutient dès lors le possible renforcement d'objectifs mondiaux à long terme pour les réductions des émissions à la lumière des nouvelles preuves scientifiques, notamment une éventuelle limite de l'augmentation de la température de 1,5 degré celsius. L'impact du changement climatique sur la disponibilité et la qualité de l'eau intensifiera les problèmes actuels de gestion de l'eau et requiert également des investissements considérables. En raison de ces impacts ainsi que d'autres impacts, le changement climatique menace les droits humains. Il est essentiel que la lutte contre la dégradation environnementale et le changement climatique soit menée à bien en tenant pleinement compte des objectifs syndicaux généraux de justice sociale, de travail décent et d'égalité de genre, dans le

cadre d'une stratégie de transition équitable du mode actuel de production et de consommation vers une alternative durable à faibles émissions de carbone et résiliente au changement climatique.

Programme d'action de la CSI

9. Le Congrès engage la CSI et ses organisations régionales, œuvrant de concert avec ses partenaires du groupement Global Unions et ses affiliées, à:

- (a) défendre un modèle de développement durable mondial, continuer de tenter d'obtenir des emplois verts et une transition juste et sensibiliser aux liens entre le développement durable, les ressources naturelles, le changement climatique et le monde du travail, en précisant le rôle que les syndicats peuvent jouer dans ces domaines;
- (b) continuer d'œuvrer pour l'adoption à la CCNUCC d'un accord international équitable, ambitieux et contraignant sur le changement climatique et d'un cadre politique sur une transition juste le plus rapidement possible et promouvoir la nécessité d'une justice climatique et d'une approche basée sur les droits humains lorsqu'on aborde le changement climatique;
- (c) participer au dialogue politique et social national et contribuer à apporter des solutions pour une transition vers une vie professionnelle à faible intensité de carbone, verte et décente;
- (d) mettre au point des actions de sensibilisation, de formation et des orientations en matière de recherche et de politique afin d'augmenter l'action syndicale sur les questions environnementales, y compris le changement climatique, aux niveaux international, national et sur le lieu de travail;
- (e) poursuivre sa participation à « l'Initiative pour une économie verte » aux côtés du PNUE et de l'OIT, en analysant en particulier la manière de transformer les emplois actuels afin de les rendre plus durables et contribuer au développement d'autres initiatives dans ce sens dans toutes les régions et tous les secteurs du monde;
- (f) poursuivre le travail des syndicats dans d'autres processus multilatéraux liés au développement durable et veiller à ce que les propositions et les points de vue syndicaux soient reflétés dans les résultats du Sommet de Rio+20 en 2012;
- (g) développer des actions syndicales pour contrôler les mesures prises par les entreprises sur les lieux de travail afin de respecter les objectifs environnementaux adoptés et de partager des expériences concrètes sur les améliorations climatiques sur les lieux de travail à travers le site web de la CSI sur le climat, qui serve d'inspiration aux syndicats dans le monde entier;
- (h) poursuivre et accroître le travail au sein des instances internationales afin de renforcer l'influence des syndicats et leur capacité au niveau tant national que local lorsque les politiques en matière de climat seront adoptées et mises en œuvre; et
- (i) renforcer le travail d'intervention auprès des gouvernements, des agences de l'ONU, des organisations de la société civile et des entreprises, sur la promotion du programme des emplois verts et du travail décent, et auprès de la fondation Sustainlabour en matière de formation, pour accroître les capacités des syndicats, notamment moyennant l'organisation d'une deuxième Assemblée syndicale sur le travail et l'environnement.